

Aller de l'avant

La Jordanie signe la Convention

Les ONG génèrent une dynamique au Moyen-Orient

La première réunion régionale sur les traumatismes causés par les mines terrestres et les activités de réhabilitation au Moyen-Orient, « Surviving the Scourge of Landmines », a eu lieu à Amman les 11 et 12 juillet sous l'égide de Sa Majesté la Reine Noor Al Hussein. La réunion était organisée par le Landmine Survivors Network et la Campagne internationale contre les mines terrestres (CIMT), et parrainée par la Norvège et le Canada.

Durant la séance plénière d'ouverture, la reine Noor a annoncé que son pays signerait la Convention d'Ottawa sur l'interdiction des mines antipersonnel. Ainsi, le 12 août, la Jordanie est devenue le 129^e signataire de la Convention. On ne trouve que quatre autres pays signataires dans la région : le Yémen (qui a ratifié l'entente), l'Algérie, le Qatar et la Tunisie. L'engagement de la Jordanie sur la question des mines antipersonnel et

l'adhésion à la Convention suscitera sans doute de l'enthousiasme dans d'autres pays du Moyen-Orient, et fera – on l'espère – boule de neige, encourageant d'autres pays à signer la Convention. On observe, au sein de la communauté des organisations non gouvernementales (ONG) de la région, un engagement solide et un élan en vue d'inciter chacun des gouvernements de la région à interdire l'emploi, la production, l'exportation et le stockage des mines terrestres.

Le Landmine Survivors Network a présenté une charte des droits des survivants des mines antipersonnel, alors que les gouvernements et les organismes internationaux, les ONG et les autorités religieuses de la région se sont engagés à établir des centres nationaux et régionaux

de réhabilitation, ainsi qu'à favoriser l'adoption de mesures législatives et l'application de politiques qui offriront aux victimes et aux personnes handicapées par les mines des soins abordables et de qualité et des traitements efficaces. 

Équipe d'action contre les mines du Canada



Sa Majesté la Reine Noor de Jordanie

Une conférence à Vienne examine l'application de la Convention

En juillet 1998, l'Autriche et l'Italie ont accueilli à Vienne le colloque européen sur la mise en œuvre des obligations conventionnelles des forces armées en ce qui concerne les mines antipersonnel. Trente-trois pays ont pris part à ce colloque, le premier du genre organisé par les ministères de la Défense à l'intention des experts militaires.

Avec pour toile de fond le processus de ratification rapide de la Convention d'Ottawa, les participants se sont penchés sur les défis que doit surmonter la Convention et sur les objectifs de cette dernière. Le colloque a démontré et évalué les méthodes de détection, d'enlèvement et de destruction des mines, et il a mis l'accent sur la coordination et la coopération internationales en ce qui concerne l'action contre les mines. Les participants ont échangé sur leur expérience de destruction des stocks, en gardant à l'esprit les préoccupations environnementales et la rentabilité de l'opération.

Le colloque s'est révélé un forum utile où discuter d'une façon coordonnée et cohérente de l'application de l'expertise militaire au déminage humanitaire. Il a aussi proposé aux participants des moyens concrets d'atteindre les objectifs de la Convention d'Ottawa. 

Équipe d'action contre les mines du Canada

Aller de l'avant

La Campagne internationale contre les mines terrestres lance l'initiative Landmines Monitor

Du 15 au 18 septembre 1998, des représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) et les responsables des campagnes nationales se sont réunis à Dublin, en Irlande, pour discuter du Landmines Monitor, un réseau qui doit permettre à la société civile de vérifier dans quelle mesure les nations respectent la Convention d'Ottawa et de suivre d'autres aspects de la crise mondiale des mines terrestres. Cette initiative doit servir d'appoint aux mécanismes déjà établis par la Convention en ce qui a trait à la préparation de rapports et à la vérification de la conformité par les États. Elle devrait assurer un apport continu de données normalisées et de haute qualité recueillies sur le terrain en ce qui concerne tous les aspects de la crise. Les conclusions du réseau feront l'objet d'un rapport annuel.

L'initiative Landmines Monitor requiert la participation des communautés affectées par les mines, des campagnes nationales organisées sous la bannière de la Campagne internationale contre les mines terrestres (CIMT), des ONG, des organisations internationales, des médias et des simples citoyens. La Convention d'Ottawa n'aurait pu voir le jour sans l'appui et la contribution des populations vivant dans les zones infestées de mines; les gens de partout doivent coopérer pour veiller à l'application de la Convention.

L'initiative Landmines Monitor espère profiter de l'expérience acquise avec d'autres conventions et traités concernant les

femmes, l'environnement, les droits de la personne, la paix et le désarmement. Bien que ce soit une initiative de la CIMT, la responsabilité globale de l'élaboration et de la coordination du réseau ainsi que de la préparation du rapport annuel a été confiée à un « groupe central » formé de Handicap International, Human Rights Watch, le Kenyan Coalition Against Landmines, Mines Action Canada et le Norwegian Peoples' Aid. Ce groupe collabore avec un « groupe de travail » plus vaste composé d'ONG qui entendent participer très activement à l'initiative.

En plus de permettre aux participants d'échanger de l'information, de faire le point sur les recherches réalisées et les données recueillies et de cerner les lacunes et les besoins, le Landmines Monitor a offert des ateliers et a mis l'accent sur l'élaboration en commun de méthodes de recherche et de mécanismes de présentation de rapports. Pour participer à l'initiative Landmines Monitor ou pour obtenir plus d'information à son sujet, veuillez communiquer avec les membres du groupe central, Human Rights Watch, 1522 K St. NW #910, Washington, DC, USA, tél. : (202) 371-6592, téléc. : (202) 371-0124 — ou Action Mines Canada (AMC), 1 rue Nicholas, pièce 1210, Ottawa (Ontario) K1N 7B7, tél. : (613) 234-6755, courrier : macpaul@web.net 

Mary Wareham, Human Rights Watch

La conférence régionale de Moscou : de nouvelles mesures pour un avenir sans mines

Du 27 au 29 mai, la Campagne internationale contre les mines terrestres (CIMT), en collaboration avec International Physicians for the Prevention of Nuclear War, a tenu la première conférence d'organisations non gouvernementales (ONG) internationales sur les mines terrestres en Russie. Les participants sont venus des quatre coins de l'ancienne Union soviétique et de pays aussi éloignés que l'Australie et le Pakistan; la réunion avait pour but de les encourager à adhérer au concept d'une interdiction totale et inconditionnelle des mines terrestres et à se joindre au Processus d'Ottawa.

Tant pour ce qui est d'une éventuelle campagne que pour l'évolution de la politique, les progrès dans cette région se feront par étapes, qui si elles sont limitées n'en seront pas moins

significatives. Par exemple, la Russie a déclaré un nouveau moratoire de cinq ans sur l'exportation de mines de première génération (qui ne sont pas dotées d'un mécanisme d'autodestruction et ne sont pas repérables par des détecteurs de mines). De plus, elle détruira 500 000 mines antipersonnel cette année et élargira sa participation aux activités de déminage humanitaire partout dans le monde. Ces gestes pourraient encourager les participants à la campagne et les défenseurs de

La Russie détruira 500 000 mines antipersonnel cette année et élargira sa participation aux activités de déminage humanitaire partout dans le monde.

l'interdiction des mines à s'exprimer sur cette question pour la première fois, ou donner naissance à une nouvelle campagne ou à des ONG à vocation humanitaire.

La valeur d'une conférence comme celle de Moscou réside dans le fait qu'elle a offert à tout un éventail de participants de la région – notamment des ONG, des associations d'anciens combattants, des organisations religieuses, des médecins et des fonctionnaires – une première occasion de se pencher sur la question des mines terrestres, de discuter de l'impact humanitaire de ces engins et d'examiner les options à leur disposition pour contribuer aux efforts déployés à l'échelle mondiale afin de débarrasser la planète de ces armes meurtrières une fois pour toutes. 

Équipe d'action contre les mines du Canada